

Dr André Rocchi : Il faut reprendre la main sur nos fleuves dans le Fium'Orbu

Après les inondations dans le Fium'Orbu, en Haute-Corse, le Dr André ROCCHI, maire de Prunelli di Fium'Orbu, monte au créneau pour proposer des solutions afin de pallier la crue des fleuves, mais aussi l'érosion littorale. Refusant de se résigner et d'effectuer des replis stratégiques, il veut faire de ce territoire de Plaine Orientale un laboratoire d'action et d'expérimentation collective au service d'une politique du vivant. Il demande à l'état, en vertu de l'article 72 de la Constitution, la possibilité de déroger aux normes nationales pour exp  rimer des solutions nouvelles. Propos recueillis par Nicole MARI, Corse Net Infos. H2o janvier 2026.

Dr André ROCCHI

"Il faut reprendre la main sur nos fleuves dans le Fium'Orbu"

Après les récentes inondations dans le Fium'Orbu, en Haute-Corse, le Dr André ROCCHI, maire de Prunelli di Fium'Orbu, monte au créneau pour proposer des solutions afin de pallier la crue des fleuves, mais aussi l'érosion littorale. Refusant de se résigner et d'effectuer des replis stratégiques, il veut faire de ce territoire de Plaine Orientale un laboratoire d'action et d'expérimentation collective au service d'une politique du vivant. Il demande à l'état, en vertu de l'article 72 de la Constitution, la possibilité de déroger aux normes nationales pour exp  rimer des solutions nouvelles. Propos recueillis par Nicole MARI, Corse Net Infos.

Nicole MARI, photo FB - Corse Net Infos

VIDÉO des inondations    Prunelli di Fiumorbu

reproduction avec accord

H2o - janvier 2026

     

Pourquoi estimez-vous n  cessaire de "reprendre la main sur nos fleuves du Fium'Orbu" ?

Tout d'abord, nous sommes dans une situation de grande transition climatique qui a mis en place des bouleversements extrêmement importants au niveau du réseau hydraulique. Face à ces bouleversements, si l'homme veut rester en harmonie, et sauver ce qui peut être sauvé, il faut qu'il devienne actif.

Est-ce le dernier épisode pluvieux qui vous fait monter au créneau ?

Nous avons Ã©tÃ© touchÃ©s, mais ce n'est pas la premiÃ¨re fois. Maintenant, cela nous arrive au minimum cinq Ã six fois par an. C'est Ã peu prÃ©s la mÃame frÃquence que les canicules, que nous avons avant tous les trois ans, et qui surviennent maintenant trois ou quatre fois chaque ÃtÃ©. Il faut que la rÃgion prenne les choses en main. Nous ne pouvons pas toujours subir. Nous devons nous mettre Ã la hauteur des ÃvÃnements qui arrivent, c'est-Ã-dire avoir une capacitÃ d'adaptation, donc des techniques d'adaptation, et de la crÃativitÃ.

Vous refusez la logique de retrait stratÃgique que l'Ãtat veut appliquer dans ces zones inondables. Pourquoi ?

Je tourne le dos Ã la directive, Ã l'impÃratif de l'Ãtat qui est de dire : nous imposons le repli stratÃgique. Pour nous, c'est hors de question ! Ce que nous disons, c'est que si la mer monte et si nos activitÃs doivent changer, nous ne devons pas fuir devant la mer, mais nous devons faire avec la mer. Au Vietnam, par exemple, ils ont transformÃ les riviÃres en Ãlevage de crevettes, ils ont tournÃ une activitÃ vers la mer. L'HÃrault fait des demandes encore plus importantes que nous pour des maisons sur pilotis ou des maisons qui flottent dans des bassins de faÃson Ã s'adapter Ã la montÃe des eaux. Nous ne demandons mÃame pas Ãsa ! Nous demandons Ã tourner notre Ãconomie vers la mer, Ã remettre en Ãtat le rÃcifs, Ã pouvoir les exploiter au niveau touristique et halieutique. C'est tout un travail de rÃgÃnÃration et de mise aux normes. Nous voulons surtout que notre site de Cazarellu devienne Maison du Littoral - il n'en existe pas encore en Corse - de faÃson Ã mettre en place une veille Ãcologique et effectuer un travail de propositions en temps rÃel par rapport aux ÃvÃnements qui arrivent.

Que proposez-vous comme solutions ?

Nous ne proposons pas des choses trÃs catastrophiques, ni trÃs imaginatives. Nous proposons d'ÃjÃ de remettre en place les terrasses en piÃmont et en montagne pour casser ce qu'on appelle la lame d'eau, c'est-Ã-dire la descente rapide de l'eau vers la plaine. Cela permettra des infiltrations d'eau dans les massifs montagneux, dans les piÃmonts, de remettre en eau les sources et les fontaines, et de rÃgÃner nos nappes phrÃatiques. Donc nous sommes gagnants du cÃtÃ des inondations et nous sommes gagnants du cÃtÃ des sÃcheresses. Ensuite, en plaine, les grandes zones inondÃes deviennent maintenant des zones Ã l'abandon qui, malheureusement, servent souvent de dÃpotoirs. Il faut amÃnager ces zones et les sanctuariser pour en faire de vÃritables zones humides. Ã cÃtÃ de cela, il faut rÃamÃnager comme cela se fait dans les pays du Nord, en particulier en Hollande et en Belgique, en remontant l'ÃgÃrement le sol des prÃs de faÃson Ã sauver une petite partie de nos terres agricoles. Le plus important sera de travailler sur notre littoral parce que tout se tient du piÃmont jusqu'au littoral. Il faut, comme la France les finance au Vietnam, des rÃcifs immergÃs qui casseraient les lames d'immersion, ce qui faciliterait l'Ãvacuation de nos fleuves en pÃriode d'inondation. Ce sont quelques pistes. Mais pour travailler plus avant, il est nÃcessaire d'avoir une grande collÃgialitÃ et les services de l'Ãtat Ã nos cÃtÃs pour voir, au niveau des techniques, qu'est-ce qui peut Ãtre raisonnablement mis en place et qu'est-ce que l'on peut faire avec le coÃt que nous pouvons assumer ?

Ces initiatives s'inscrivent dans la GEMAPI. Pourquoi ne sont-elles pas appliquÃes ?

La GEMAPI est une trÃs belle conception, mais elle n'a pas de financement. Elle est isolÃe au niveau institutionnel. C'est un travail de com-com, et le relationnel avec l'Ãtat n'est qu'un relationnel normatif. Or, nous ne pouvons plus rester sur des normes qui datent du temps oÃ les choses Ãtaient stables avec des saisons et des variations climatiques qui Ãtaient souvent trÃs prÃvisibles Ã l'avance. Nous ne pouvons pas continuer Ã travailler sur un systÃme normatif qui n'est plus du tout en phase avec les problÃmes climatologiques. Il faut aussi des financements pour faire ce travail. Or, pour l'instant, sur notre rÃgion, nous n'avons mÃame pas d'impÃts pour la GEMAPI. De toute faÃson, il va falloir que l'Ãtat soit Ã nos cÃtÃs. Il y a un problÃme d'inÃgalitÃ territoriale. Certaines constructions dans d'autres communes balayent les inondations vers notre commune, et nous servons de faÃson trÃs injuste de vase d'expansion. Il faut Ãtre Ã nos cÃtÃs de faÃson Ã ce que nous assumions, que nous accompagnions, ce rÃle de vase d'expansion.

Vous dites qu'il faut dÃcroquer aux normes nationales. La loi, aujourd'hui, ne vous permet-elle pas de mettre en œuvre vos

propositions ?

Nous ne voulons pas d'écroger, mais, au contraire, comme c'est prévu, utiliser le statut d'expérimentation. Ce statut est inscrit dans la Constitution, malheureusement il n'est jamais arrivé de le mettre en place parce qu'il est rarement accepté par les autorités de tutelle. Donc, ce que nous voulons, c'est que cette autorisation d'expérimentation soit facilitée et accompagnée par l'État au niveau de notre commune, qui, comme je vous l'ai dit, joue un rôle de vase d'expansion avec une grande injustice quant aux conséquences. Oui, nous restons dans le cadre de la loi, mais avec sa particularité de statut d'expérimentation. En plus, l'expérimentation est une attitude très scientifique. C'est pour cela que nous nous tournons vers cette possibilité qui est très rarement appliquée, voire jamais.

Vous parlez de bassin de rétention. Mais quand on voit la levée de bouclier des écologistes sur les bassines, ne craignez-vous pas ce type de réactions ?

Notre politique est celle des hommes de la terre et du terroir. Notre politique est celle des paysans, et nous tournons le dos à l'écologie-fascisme. C'est une chose claire et nette. L'écologie-fascisme est toujours citadin et aboutit toujours à une violence qui coupe l'homme de la terre et de ses habitudes ancestrales. Nous voulons retrouver, non seulement un territoire, mais un terroir.

Concrètement, qu'allez-vous faire maintenant ? Une demande auprès de l'État ?

Depuis l'arrivée du directeur de la DDT (Direction départementale des territoires), nous avons demandé des rendez-vous. Cela fait plusieurs mois. Nous avons déjà déposé une demande de permis de construire pour mettre à l'abri les écuries et les chevaux. Nous réclamons aussi une granulométrie plus précise sur les zones inondables. Une fois que cela sera reconnu et accepté, nous pourrions sans doute commencer à travailler et à bâtir un avenir à ce territoire qui est souvent inondé et victime de canicule. Nous pourrions envisager un avenir, ce qui n'est pas le cas pour l'instant.

L'État, fait-il la sourde oreille ?

Il y a surtout des administrations qui sont figées sur le système normatif et qui n'arrivent pas à relever la tête et à faire du cas par cas. En fait, toute sagesse comporte une prise de risque, mais, depuis l'inscription du principe de précaution dans la Constitution, la prise de risque n'est jamais prise. Même s'il y a peu de risque, on ne sait pas mesurer lequel est le plus important. —